POUR UNE ÉCOLE AU SERVICE DE TOUS LES ÉLÈVES !

L'asphyxie organisée du Second degré public : des choix politiques profondément régressifs pour l'avenir du système éducatif

80 000 élèves en plus, 4 800 enseignants en moins en 2011...

En parlant de troisième Révolution de l'Education, Luc Chatel a annoncé, à l'occasion de cette rentrée, à travers ce slogan tapageur, la poursuite et le durcissement de l'entreprise libérale de démolition du service public d'Education. Avec un art consommé du volapük managérial qui ne dupe plus grand monde, il a cherché à travestir les conséquences néfastes des suppressions d'emploi (-50 000 depuis 2003) et de ses réformes (lycée, voie technologique, autonomie des établissements...) sur les conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Pour le Ministre et le Recteur, pas de difficultés majeures (conférences de presse de rentrée)

Quand, sans vergogne, Ministre et Recteur affirment que l'Education nationale n'a jamais eu autant de moyens, il prend pour référence une période où le taux d'accès au bac d'une génération plaçait la France aux derniers rangs des pays industriels. Cette ruse grossière ne peut dissimuler dans notre académie déjà sous-dotée les dégâts toujours plus manifestes du dogme de la réduction du nombre de fonctionnaires. Faute de recrutements suffisants, ce sont des centaines de postes dans l'académie de Versailles qui sont restés vacants à l'issue du mouvement intra académique (plus de 70 en économie-gestion, 40 en documentation, 19 en Lettres classiques...) ; les moyens de remplacements ont été à nouveau réduits ; la précarité va exploser ; les conditions d'exercice se dégradent avec la multiplication des compléments de service, l'imposition forcenée d'heures supplémentaires, la contestation des heures de décharge, la volonté d'annualiser les services en utilisant à cette fin la réforme des lycées...

L'autonomie des établissements présentée sous les oripeaux libéraux de l'initiative et de la proximité sert à renforcer les pouvoirs des chefs d'établissement et à gérer localement la pénurie, sous couvert d'innovation, aboutissant à mettre en concurrence personnels et disciplines et à battre en brèche statuts et qualifications. Les regroupements antipédagogiques se multiplient, les cadrages horaires éclatent, les dédoublements disparaissent, les effectifs par classe saturent...

La « personnalisation » des parcours qui regroupe un empilement de dispositifs allant des internats d'excellence à l'accompagnement personnalisé est l'alibi donné à l'affaiblissement des horaires disciplinaires, la réduction des options, le dynamitage de l'Education prioritaire, la mise en cause de la voie technologique... Elle se nourrit d'une idéologie du tri selon les dons de chacun dessinant le renforcement d'une Ecole profondément inégalitaire.

Dans l'action tous ensemble pour l'éducation dès septembre

Dès la rentrée, dans les établissements, à l'initiative ou avec l'appui du SNES, des mobilisations et des actions se sont construites pour refuser ces nouvelles dégradations (effectifs surchargés, heures supplémentaires, postes non pourvus...) : préavis de grève pour exiger la création d'une classe supplémentaire, de dédoublements, la transformation d'heures supplémentaires ..., conférence de presse locale, assemblée générale, action commune avec les parents, audience auprès de l'IA...

Le SNES appelle à amplifier dans les établissements ces initiatives en créant les conditions du rassemblement du plus grand nombre, avec en ligne de mire une participation massive à la journée unitaire de grève et de manifestation du jeudi 27 septembre dont il est à l'initiative, pour exiger une autre politique budgétaire et éducative.

La réussite de tous et pas de quelques-uns : une ambition qui mobilise les personnels !

Coupes budgétaires, réformes Chatel, socle commun visent à reformater le service public d'Education et ses missions. Tournant le dos à la démocratisation et à l'élévation des qualifications des générations futures, aspiration sociale portée par le plus grand nombre et enjeu déterminant pour notre société et notre économie, cette politique a pour objectifs de réduire les poursuites d'études au-delà du bac à 50% d'une classe d'âge, de cantonner les autres élèves , au nom du mérite, à l'acquisition du socle commun, de faire éclater le service public d'Education et les statuts des personnels.

A travers le refus du programme ECLAIR qui a mobilisé d'Argenteuil à Grigny, de Mantes la Jolie à Gennevilliers des personnels tout au long de l'année dernière, c'est bien le modèle d'une École inégalitaire et la transformation du sens de nos métiers qui sont massivement rejetés : définition locale des horaires et des programmes nationaux , recrutement sur profil par le chef d'établissement, lettres de mission pour les personnels...

Dynamitant l'Education prioritaire, laboratoire de déréglementations, la logique du dispositif ECLAIR a vocation à être largement généralisée .

La mobilisation doit s'étendre à l'ensemble de la profession. Signez et faites signer la pétition en ligne :

http://www.clairementnon.org/ pour une vraie Education prioritaire.